



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS N° 2020-12-37

COMITE SYNDICAL DU 09 DECEMBRE 2020

REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT AUX AGENTS

L'an deux mil vingt, le neuf décembre à 18h15, le Comité Syndical de l'USTOM du Castillonnais et du Réolais dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire de ses séances, après convocation légale, à la salle polyvalente de Massugas, sous la présidence de M. Christian Malandit-Sallaud.

Date de la convocation : 02 décembre 2020

Délégués en exercice : 39

Délégués présents : 36

Pouvoirs : 2

Secrétaire de séance : Fabrice MICHEL

Le quorum est atteint, le Comité Syndical peut délibérer valablement.

\*\*\*\*\*

Communauté de communes de Castillon-Pujols: ANGELY Jacques, BOURDIER Christian, DELONGEAS Jean-Claude, DUVAL Viviane, FAURE Charles, LAVIGNAC Marie-Claude, THIBEAU Daniel / Communauté de communes de l'Entre Deux Mers: BRIS Daniel, MALAMBIC Benjamin, MIQUEU Christophe, MOTHES Christophe / Communauté de communes du Grand St Emilionnais: MICHEL Fabrice (pouvoir de ALFONSO CHAROLI Agnès), GUIMBERTEAU Yannick / Communauté de communes de Montaigne Montravel: BOUTY Gilbert, GALLOT Christian (pouvoir de BOIDE Thierry), LAPEROUSAZ Patrick, MARTY Sylvain, REY Jean-Louis / Communauté de communes du Pays Foyen: BOUDENS David, GARCIA Miguel, GROSSIAS Mireille, LACHAIZE Yolande, MARGOUILLE Michel, TOULOUSE Brigitte, SAHRAOUI Marc, ROBERT Pierre, ROUBINEAU Jean-Pierre / Communauté de communes du Réolais en Sud Gironde: ARDOUIN Eliam, CHAMPAGNE Marie-Claude, DESPUJOL Michel, LABARBE Anne-Marie, LAMARCHE Alexandre, MALANDIT-SALLAUD Christian, MARTY Bruno, MERCIER Bastien, MONGET Oliver.

Absents ayant donné pouvoir :

Communauté de communes de l'Entre Deux Mers: LABORDE Thierry (pouvoir à MARTY Sylvain) / Communauté de communes du Grand St Emilionnais: ALFONSO CHAROLI Agnès (pouvoir à MICHEL Fabrice)

Absents excusés :

Communauté de communes de Castillon-Pujols: POIVERT Liliane.



## REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT AUX AGENTS

Le Comité Syndical du Castillonnais et du réolais, sur rapport de Monsieur le Président,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2121-29,

Vu le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des agents territoriaux, modifié par le décret n° 2007-23 du 5 janvier 2007,

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État,

Vu l'arrêté du 26 février 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant le taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Considérant qu'il appartient à l'assemblée de fixer le taux de remboursement forfaitaire des frais de repas et des frais d'hébergement dans la limite des montants plafonds fixés par arrêté pour le personnel civil de l'État,

Après en avoir délibéré,

Le Comité Syndical, à l'unanimité,

- AUTORISE le remboursement des frais de transport lié à l'utilisation du train sur la base du tarif 2<sup>ème</sup> classe et l'utilisation du véhicule personnel sur la base des indemnités kilométriques fixées par arrêté interministériel (base actuelle : arrêté du 26/02/2019)

### Indemnités kilométriques

Véhicule	Moins de 2.000 km	De 2.001 à 10.000 km	Plus de 10.000 km
5 CV et moins	0,29 €/km	0,36 €/km	0,21 €/km
6 CV et 7 CV	0,37 €/km	0,46 €/km	0,27 €/km
8 CV et plus	0,41 €/km	0,50 €/km	0,29 €/km

Motocyclette (cylindrée supérieure à 125 cm3) : 0,14 €/km

Véломoteur et autres véhicules à moteur : 0,11 €/km





- AUTORISE le remboursement des frais de péage, de parking et de transport en commun lors des déplacements
- FIXE l'indemnité forfaitaire de remboursement des frais de repas pour les agents en mission à 100 % du taux plafond fixé par arrêté interministériel (soit 17.50 € depuis l'arrêté du 11 octobre 2019 pris pour l'application du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006) et celle pour le remboursement des frais d'hébergement 100% du taux plafond (soit de 70€ depuis le l'arrêté du 26 Février 2019 pris pour l'application du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006).
- APPLIQUE une minoration de 25% lorsque l'agent a la possibilité de se rendre dans un restaurant administratif, ou assimilé ou d'être hébergé dans une structure dépendant de l'administration.
- CONDITIONNE tout remboursement à autorisation préalable de l'autorité territoriale ainsi qu'à l'absence d'un régime indemnitaire particulier versé notamment par le CNFPT.
- AUTORISE le remboursement des frais de déplacement sur la base du tarif SNCF 2ème classe et l'utilisation du véhicule personnel sur la base des indemnités kilométriques (fixées par arrêté interministériel) pour participer aux épreuves d'un concours ou d'un examen professionnel dans la limite d'un aller-retour par année civile.
- DECIDE d'inscrire annuellement les crédits nécessaires aux comptes 6251 et 6256 du budget.

Le Président,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette décision,
- Informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus,  
Au registre sont les signatures.

Certifiée exécutoire par réception  
Sous-Préfecture le :

Par publication ou notification

Le Président

Christian MALANDIT SALLAUD



